

Questions orales

Le premier ministre a-t-il désormais pour politique de laisser nos pêcheries à la merci de l'Accord de libre-échange chaque fois qu'il y aura un conflit en matière de pêche avec les Américains?

M. Mulroney: Pas du tout, monsieur le Président. J'ai fait savoir au président des États-Unis que non seulement nous avons déjà contesté cette décision mais que nous envisageons également d'exercer des représailles pour protéger la pêche du homard dans la région de l'Atlantique. C'est ainsi que les choses se règlent dans le cadre du GATT et de l'Accord de libre-échange.

J'ai également fait savoir que nous comptons apporter une aide massive à l'industrie de la pêche dans la région de l'Atlantique. Je suis cependant surpris, car on a mentionné aujourd'hui que, comme le projet de loi sur l'assurance-chômage ne sera pas adopté avant le 6 janvier prochain, les gens des régions où le taux de chômage est élevé devront travailler 14 semaines au lieu de 10 pour avoir droit à des prestations.

Si la députée a vraiment à coeur le bien-être des Canadiens de la région de l'Atlantique, elle devrait exhorter les sénateurs non élus à adopter le projet de loi sans attendre, parce qu'il est avantageux pour les plus démunis.

* * *

• (1430)

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Depuis deux ans, il essaye de faire accepter le libre-échange aux Canadiens, leur affirmant que l'accord allait leur ouvrir les portes du marché américain.

Depuis l'élection du gouvernement, l'excédent de notre balance commerciale a baissé de 19 milliards de dollars, le dollar canadien a grimpé à 86 cents, les pêcheries de l'Atlantique sont pratiquement fermées et le secteur manufacturier a perdu des dizaines de milliers d'emplois. Aujourd'hui, les données de Statistique Canada indiquent que, pour la première fois en treize ans et demi, la balance commerciale du secteur manufacturier est déficitaire.

Le premier ministre ne devrait-il pas admettre que le libre-échange fait gagner les Américains sur toute la ligne —ils ont maintenant une emprise solide sur nos

emplois et nos marchés —alors que les perdants sont les familles et les travailleurs canadiens sans emploi?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, c'est difficile de prendre une telle question au sérieux: l'accord doit s'échelonner sur 10 ans, mais déjà, après seulement 11 mois, on le tient responsable de conséquences alarmantes.

M. Rodriguez: Quelle autre explication avez-vous?

M. Crosbie: Je signale à la Chambre que nos exportations en octobre étaient légèrement supérieures à celles du mois précédent, mais les importations ont augmenté considérablement, en partie parce que nous achetons beaucoup de machinerie et d'équipement pour augmenter la production et devenir plus concurrentiels.

Le fléchissement de notre balance commerciale est dû en partie aux conditions dans les autres pays: nous pratiquons le commerce international avec d'autres pays, pas entre nous. Cela reflète la faiblesse de l'économie des autres pays, pas celle de la nôtre.

M. Peterson: C'est de leur faute!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Hier, la période de question a traîné. J'ai l'intention de l'accélérer. Le ministre pourrait peut-être répondre à la question.

M. Crosbie: Bref, monsieur le Président, la bonne nouvelle que nous transmettent ces données, c'est que les exportations et les importations continuent d'augmenter en dépit du fait que des indices révèlent un ralentissement de certains secteurs économiques. Les entreprises canadiennes continuent d'investir dans la machinerie et l'équipement neufs afin de faire face à la concurrence. Voilà la bonne nouvelle qui ressort de ces données.

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, je ne veux pas discuter de toute la machinerie que nous acquérons de l'extérieur. Je veux que le ministre dise aux 1 900 personnes. . .

M. le Président: La députée devrait poser sa question.

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, le ministre devrait parler à ces 1 900 personnes qui ont été mises à pied par les lignes aériennes Canadien International, à ces 150 personnes qui ont été licenciées par Gerber à Niagara Falls, et à ces 200 personnes qui seront mises à pied à Montréal, à l'usine d'ampoules General Electric. C'est à ces personnes qu'il devrait parler. Ces gens ont des familles et c'est de leur vie qu'il s'agit.